Repenser la politique française en Afrique : du néo-colonialisme au pragmatisme

Category: 2020-2030,Actualités,Afrique,Europe de l'Ouest,Géopolitique
1 octobre 2024



Commentaire AASSDN : Une fois de plus, Bernard Lugan explique de façon claire les raisons du rejet de la France par les pays du Sahel. *« Les faits sont têtus »*
Face à cette situation qui semble être une impasse durable, l'auteur, grand connaisseur de l'ensemble des pays africains, propose un redéploiement de nos efforts et de nos relations vers les pays ayant un littoral et en particulier ceux d'Afrique du Nord, dans la mesure où la

Méditerranée est une zone stratégique majeure pour la France notamment pour des raisons économiques et migratoires.
La France doit retrouver sa liberté d'action et concentrer ses efforts au mieux de ses intérêts.
Plus de 60 ans après l'indépendance des anciennes colonies, il est temps pour la France de passer à une politique de partenariat, s'appuyant sur une vision réaliste et abandonner certaines pratiques post-coloniales fondées sur des concepts inadaptés.

Depuis les indépendances, porteuse du mirage du « développement » et du mythe de la « bonne gouvernance », la France laboure l'océan africain. Un double objectif qui, en plus de lui avoir fait engloutir en pure perte des sommes considérables, a fini par dresser contre elle des Africains lassés de son néo-colonialisme « gentil ».

Et si la politique française d'aide à l'Afrique a échoué, c'est parce qu'elle ne s'est pas attaquée aux causes profondes du mal. Les principales crises africaines sont en effet structurelles et elles ont une origine historique, politique et culturelle. Tout au contraire, la France a postulé qu'elles découlaient d'un déficit de démocratie et d'un sous-développement économique. Elles n'avaient donc aucune chance d'être traitées.

Face au mur de l'échec, la France s'est obstinée dans une politique d'aide dont les résultats sont nuls, l'Afrique engloutissant année après année, des sommes colossales versées au titre de l'APD (Aide pour le Développement). D'ailleurs, comme la croissance économique africaine est inférieure à la croissance démographique, comment prétendre raisonnablement « développer » un continent qui, d'ici à 2030, verra sa population passer de 1,2 milliard à 1,7milliard, avec plus de 50 millions de naissances par an ?

En raison de son échec évident, toute la politique africaine de la France est donc à revoir, mais à la seule lumière du réel : comme la France n'est pas mesure de résoudre les problèmes de l'Afrique, elle doit donc cesser de se croire obligée de le faire.

D'autant plus qu'aucune des productions actuelles ou identifiées en Afrique, n'est vitale pour son économie. Quant aux matières premières africaines, à de très rares exceptions, elles se trouvent en abondance, ailleurs dans le monde dans des régions où ne se posent pas de problèmes sécuritaires, matériels et politiques, et où le racket du « développement » ne s'exerce pas davantage que la rente victimaire.

La France n'a donc pas d'intérêts économiques prioritaires à défendre en Afrique. Néanmoins, si elle veut tout de même y manifester une présence, sa priorité sera de concentrer ses efforts sur les littoraux. C'est en effet de là que partent toutes les pénétrantes continentales, et où, en retour, aboutissent toutes les productions de l'intérieur. Comme je l'ai déjà dit dans un précédent éditorial, pour le moment, laissons donc les intérieurs, là où il n'y a que des coups à prendre, à ceux qui, comme les Russes au Mali, commencent à s'y brûler les ailes…

Quant à la question de l'immigration, ce n'est pas avec les chimères du développement qu'elle pourra être traitée. D'autant plus que ce ne sont pas les Africains de la brousse qui émigrent, mais très exactement ceux qui se sont frottés à notre politique de « développement » et qui disposent des moyens de payer les réseaux de passeurs…

Enfin, comme la France n'a aucune prise sur les zones continentales d'où partent ces migrants, elle devra, là encore, s'intéresser à celles de leurs points d'arrivée, à savoir les rives africaines

de la Méditerranée. D'où la nécessité de réorienter la politique française vers l'Afrique du Nord afin d'y nouer de forts partenariats, notamment sécuritaires, avec des pays qui sont désormais en première ligne face au phénomène migratoire africain sud-saharien.

Bernard LUGAN
https://bernardlugan.blogspot.com/

L'Afrique Réelle n°177 – Septembre 2024